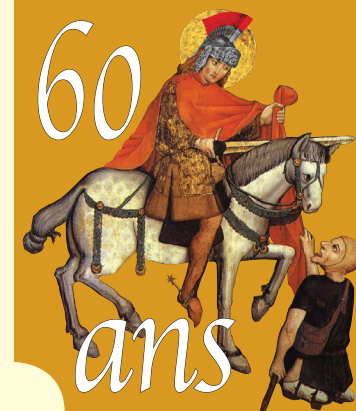


Pour le 60<sup>ème</sup> anniversaire de sa création,  
le Secours de France revient sur ses trois missions

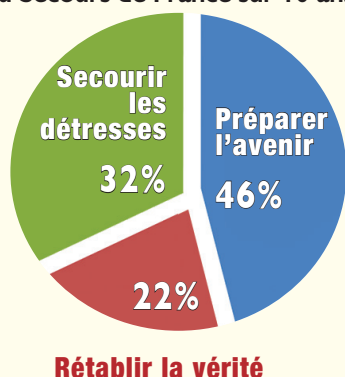
DANS CE NUMÉRO :

## Rétablir la vérité

*“Les causes que nous défendons depuis 60 ans  
sont toujours d’actualité”*



Répartition des actions  
du Secours de France sur 10 ans



Après “Secourir les détreffes” (bulletin d’automne 2021) et “Préparer l’avenir” (bulletin d’été 2021), la troisième grande mission de l’association n’a pas, elle, de caractère caritatif, encore que lutter contre la désinformation nous paraisse, aujourd’hui comme hier, ressortir d’une véritable mission de service public.

En témoignent les vives polémiques qui continuent d’agiter les mondes politique et médiatique autour d’événements datant de plus de soixante ans.

Le combat contre le mensonge, la calomnie et la falsification idéologique est donc loin d’être gagné et assure à notre engagement de beaux jours devant lui. C’est la conviction manifestée ici par le Président du Secours de France, si l’on se réfère à l’entretien qui suit.

– Pourquoi, en sus de ses missions caritatives d’origine, le Secours de France s’est-il très tôt engagé dans des actions visant à corriger, s’agissant de faits historiques, récents ou plus anciens, ce qu’il est convenu d’appeler la désinformation ?

Jean-Marie Schmitz – Parce que celle-ci est réelle, bien que mouvante. Je crois l’exemple algérien tout à fait significatif. En 1960, la victoire militaire est acquise. En témoigne la démarche d’au moins deux chefs de Willaya, désireux d’accepter la proposition de “Paix des braves” offerte par le Général De Gaulle, dans la perspective de la constitution d’une “Algérie nouvelle et fraternelle”, selon l’expression de notre ami Hélié de Saint-Marc. Ils sont reçus à l’Elysée et, bientôt, trahis. À cette victoire militaire s’était adjointe une “victoire dans les cœurs” qui s’exprimait par un nombre croissant de ralliements, jusqu’à l’échec du putsch d’avril 1961. Ces deux victoires seront suivies d’une défaite politique, puisque, du fait de la volonté du chef de l’État, l’Algérie algérienne l’a emporté. Et aujourd’hui, à voir comment les manuels scolaires à l’usage de nos enfants et petits-enfants traitent cette question, on se dit que nous sommes en train de perdre la bataille de la mémoire. Et je ne parle pas de la majorité des médias écrits ou audiovisuels pour qui la victoire du FLN a été incontestable. (Cf page 18, “Ab Memoriam”,



Entretien avec Jean-Marie Schmitz  
Président du Secours de France

Yacef Saadi, “héros de la bataille d’Alger !” – NDLR)

Il nous paraissait et il nous paraît toujours extrêmement important de “faire entendre notre part de vérité” sur ces périodes tragiques de notre histoire : l’Algérie bien sûr, mais aussi l’Indochine. Le premier DVD que nous avons réalisé avait d’ailleurs traité à cette guerre et surtout, à la façon dont nos soldats prisonniers avaient été traités ou, plutôt, étaient morts dans les “camps de rééducation” du Vietminh. Et puis, beaucoup plus près de nous dans le temps, il s’est agi de rétablir la vérité sur ce qui s’est réellement passé au Rwanda et sur l’action de l’armée française, dans le cadre de “l’Opé- ▶

# Mission Rétablir la vérité

► *ration Turquoise*”, pour faire cesser les tueries entre Hutus et Tutsis. Il faut noter, et les médias n’en font pas souvent état, que la France est le seul pays qui soit intervenu avec cette intention et il a fallu qu’elle se batte à l’ONU pendant plus de trois semaines pour que notre armée soit autorisée, sous son couvert, à accomplir cette mission. La raison de ces lenteurs ? Le blocage opéré par les Américains et leurs alliés, fort peu soucieux de contrarier les desseins de M. Kagamé. Mais cela n’est pas proclamé *urbi et orbi*...

Par ailleurs, si l’on regarde ce qui se passe aujourd’hui en Afghanistan, il faut rappeler que le Secours de France a fortement soutenu les démarches d’une courageuse juriste et d’une équipe d’avocats qui, grâce à deux arrêts du Conseil d’Etat, ont obligé le gouvernement, sérieusement réticent, à accueillir en France certains des auxiliaires afghans de l’armée française, en particulier ses interprètes, menacés de mort par les Talibans. Comme s’il n’avait tiré aucune leçon de la tragédie des harkis. Curieusement, aujourd’hui, il semble prêt à accueillir un maximum d’Afghans, au risque d’importer de nouveau du terrorisme...

– *Quelles formes prennent ces actions, quels sont les canaux utilisés ?*

J.M.S. – Nous utilisons différents supports, mais le principal est constitué par nos DVD ; d’abord parce qu’ils permettent de bien maîtriser ce qu’on veut dire, de nous appuyer sur des images d’archives qui parlent aux gens et aussi parce que cet outil permet de toucher le plus grand nombre de personnes. Cinq des six DVD que nous avons produits sont passés, soit sur la Chaîne Histoire, soit, pour l’un d’entre eux, sur France 3.

Notre deuxième mode de diffusion, c’est bien sûr notre bulletin trimestriel. Il y a quelques années, celui-ci faisait de 4 à 8 pages. Il en comprend aujourd’hui 24 et chaque numéro est diffusé à plus de 10 000 exemplaires. Il nous permet, en plus de tenir nos donateurs au courant de nos activités, de leur offrir matière à réflexion sur des sujets d’actualité et de les éclairer sur l’histoire des différents conflits dans lesquels la France s’est trouvée engagée depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Le troisième support, c’est notre lettre électronique qui, dans l’intervalle des bulletins, nous permet d’approcher, par Internet, un public un peu différent. Nous avons aussi deux types d’actions plus ponctuelles : d’une part, la réédition d’ouvrages qui sont épuisés et qui nous paraissent dignes d’inté-

rêt, par exemple le livre du Père Casta, *Homme de Dieu, homme de guerre* ou celui de Louis Stien, *Les soldats oubliés*, sur les prisonniers des camps Viêts ; d’autre part, la participation à l’organisation de colloques comme celui sur le Rwanda et l’action de l’armée française, au Sénat, en 2020 ou, cette année, à Riom, avec l’association AJIR, une semaine avant l’annonce par Emmanuel Macron de la future loi de reconnaissance et de réparation à l’égard des Harkis et de leurs familles. Enfin, naturellement, nous disposons d’un site Internet, facilement accessible, régulièrement tenu à jour, qui présente le Secours de France, ses missions et l’actualité de ses actions.

– *Dans la mesure où elle intervient dans l’analyse des affaires du siècle, et où elle affirme ses positions dans l’interprétation des événements, l’association ne devient-elle pas politique et donc une cible pour ceux qui ne partagent pas sa vision de l’Histoire ?*

J.M.S. – Notre association n’est pas “politicienne”. Elle ne s’occupe pas des questions électorales, elle ne dépend d’aucun parti, elle n’est subventionnée ni par l’État ni par aucun groupe public ou privé. Elle n’est soutenue que par ses donateurs, ce qui fait que nous sommes libres de nos actions et de nos opinions. À l’évidence, cependant, notre association se préoccupe de la vie de la Cité. Elle est donc effectivement *politique*, au sens étymologique du terme. Et comme nous n’avons pas changé dans nos jugements et nos convic-



Secours  
de France

6

BULLETIN





tions, en dépit de l'évolution des idées et des mœurs, on a tendance à nous situer sur la droite de l'échiquier, comme on dit. Encore faut-il rappeler que c'est bien un gouvernement socialiste, donc "de gauche", qui a envoyé le contingent en Algérie, c'est un gouverneur d'obédience socialiste qui a engagé l'Armée dans la "bataille d'Alger", avec une mission claire, "éradiquer le terrorisme", que c'est un Ministre de la Défense du parti radical qui a fait construire les deux barrages frontaliers avec le Maroc et la Tunisie, que c'est un ancien animateur des "intellectuels antifascistes" d'avant-guerre, Jacques Soustelle, qui a été le promoteur de la création des SAS en Algérie et qui a donné un véritable élan à la volonté de faire de l'Algérie une terre française, dans la durée.

Balzac disait qu'il écrivait à la lueur de deux chandelles, le roi et Dieu. Le Secours de France, pour sa part, dispose aussi de deux chandelles, deux balises, qui sont la *Patrie* et la *Foi* (dans l'ordre qu'on voudra). Elles viennent de très loin ; je citerai ici saint Thomas d'Aquin : *"Parce que nous avons reçu de nos parents et de notre Patrie, la vie et l'éducation, nous en sommes redevables à nos parents et à notre Patrie et, de même que la religion doit rendre un culte à Dieu, de même, à un degré inférieur, il appartient à la piété de rendre un culte aux parents et à la Patrie."*

### – L'Association a soixante ans et les fées qui se sont penchées sur son berceau ont vieilli. Comment entretenir l'audience ?

J.M.S. – Il y a quelque chose, en effet, de paradoxal : le Secours de France a été créé, il y a 60 ans, pour faire face à une tragédie ponctuelle de notre Histoire. Or, non seulement, il a survécu à cette tragédie, mais il s'est développé, puisque le nombre de nos donateurs et l'audience de notre bulletin ont été multipliés par trois au cours des dernières années et cela, malgré l'érosion naturelle qui a vu fondre, en bientôt trois générations, l'effectif de ses soutiens d'origine. Deux facteurs me semblent expliquer cette pérennité :

- **Primo**, il s'avère que la cause que nous défendons est toujours d'actualité. En effet, quand on a entendu le Président de la République, alors candidat, déclarer que la colonisation française en Algérie était un "crime contre l'humanité", qu'on l'a vu récemment désigner M. Benjamin Stora dont on connaît bien l'orientation idéologique et historique, pour rapprocher les mémoires entre la France et l'Algérie, qu'on l'a

vu s'excuser pour l'élimination par l'armée française de Maurice Audin, complice des poseurs de bombes à Alger et, donc, traître à sa Patrie, on est surpris, à l'occasion de l'annonce du projet de loi que j'ai évoqué tout à l'heure, de l'entendre dire que *"quand on insulte un harki, on insulte la France"* ; et cela, au rebours de la doxa dominante qui, jusqu'à une date récente, faisait passer ces derniers pour des "collabos"...

Cela montre que, au-delà des considérations électoralistes qui ont pu motiver ces propos, l'action du Secours de France, bien sûr parmi d'autres, à commencer par nos amis d'AJIR et des historiens, comme Olivier Dard, Bernard Lugan, Jean Monneret, Guy Pervillé, Jean Sévillia, Pierre Vermeren, Daniel Lefeuvre, n'est peut-être pas tout à fait étrangère à cette prise de position quelque peu inattendue.

- **Secundo**, le Secours de France a su faire évoluer ses missions au fil du temps et des circonstances. Sous le titre *"Préparer l'avenir"*, nous engageons et soutenons des initiatives que nous jugeons utiles à court ou moyen terme ; ainsi, avons-nous mis en place l'octroi de bourses à l'intention des petits-enfants de harkis, pour leur permettre de faire des études supérieures et d'accéder aux fonctions que justifient leurs compétences et leur attachement à la France. Ainsi, contribuons-nous à favoriser l'intégration d'enfants d'immigrés en soutenant le réseau des écoles hors contrat d'Espérance-Banlieues où l'on apprend à ces enfants d'abord à connaître, puis à aimer la France, sa langue, son histoire, sa culture. J'ajouterai que ces écoles que nous soutenons financièrement depuis leur création sont les seules où chaque semaine, on lève les couleurs devant toutes les classes réunies.

### – Parmi ces actions relevant de la mission "Préparer l'avenir" il y a la défense des Chrétiens d'Orient.

J.M.S. – Bien sûr, le Secours de France n'est pas comparable, ni par sa dimension, ni par la priorité de ses objectifs, à l'Œuvre d'Orient, à SOS Chrétiens d'Orient ou à Malte Liban, mais nous nous efforçons, au travers de personnalités que nous connaissons, que ce soit en Syrie, au Liban, en Irak, et même maintenant en Arménie, d'apporter notre concours aux chrétiens qui acceptent de lutter pour demeurer dans ces pays qui ont vu naître notre Foi. Et nous le faisons savoir... ■